



Les biocarburants et la sécurité alimentaire - peser le pour et le contre

ŒUVRER POUR les pays qui développent leurs secteurs des biocarburants

AGIR POUR garantir que les besoins en biocarburants s'harmonisent aux besoins de sécurité alimentaire et environnementale

TRAVAILLER AVEC les Gouvernements du Pérou, de la République-Unie de Tanzanie et du Royaume de Thaïlande

TRAVAILLER GRÂCE AU Ministère fédéral pour l'alimentation, l'agriculture et la protection des consommateurs de la République fédérale d'Allemagne

Les paysages du Pérou sont extrêmement variés – des zones arides le long des côtes à la végétation luxuriante des forêts tropicales de l'Amazonie, aux écosystèmes fragiles des Andes. Ces différences sont des facteurs à intégrer dans les processus décisionnels des pays qui évaluent l'impact potentiel de la production bioénergétique sur leur sécurité alimentaire nationale. Le Projet de la FAO sur la bioénergie et la sécurité alimentaire a mis au point un outil d'évaluation complet destiné spécifiquement à aider les pays à peser le pour et le contre de la mise en place ou du soutien fourni aux secteurs de la bioénergie. L'outil évalue également des domaines cruciaux, tels que les niveaux de pauvreté, la compétitivité et le potentiel de croissance économique. La FAO a piloté l'outil au Pérou, en Tanzanie, en Thaïlande, pays qui ont déjà incorporé ces résultats à leur politique bioénergétique et à leurs plans de gestion. À la suite de ce succès initial, des pays en développement de trois continents ont sollicité le soutien de la FAO pour appliquer la même analyse dans leurs secteurs bioénergétiques (Bolivie, Botswana, Indonésie, Malawi, Sierra Leone et Zimbabwe).

La production bioénergétique offre de grandes possibilités pour revitaliser des économies rurales et simultanément aider les pays à parvenir à une plus grande indépendance énergétique et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cependant, les pays se préoccupent des risques que cela peut poser pour la biodiversité et la sécurité alimentaire. Les trois pays choisis pour piloter la nouvelle méthodologie de la FAO destinée à évaluer les avantages et les désavantages associés au développement et à la gestion du secteur bioénergétique – Pérou, Tanzanie et Thaïlande – ont tous dû affronter ces dilemmes, mais ils avaient également leurs propres problèmes spécifiques à résoudre.

Le Pérou pratiquait une politique exigeant une utilisation croissante de la bioénergie,

mais se souciait du fait que l'utilisation de l'eau pour le secteur bioénergétique se ferait au détriment des cultures vivrières. Le secteur bioénergétique de la Tanzanie n'en était qu'à ses premiers pas, et le gouvernement désirait s'assurer que la production bioénergétique n'aurait pas d'impact négatif sur les pauvres du pays en raison de la compétition accrue pour les terres. La Thaïlande s'était engagée à augmenter sa production de biocarburants, mais voulait limiter les modifications nocives d'utilisation des terres associées à la production de matières premières.

La FAO a choisi spécifiquement ces trois pays pour piloter la méthodologie – un cadre analytique mis au point par le Projet sur la bioénergie et la sécurité alimentaire (BEFS) de la FAO – en raison de leurs différents objectifs



en matière d'utilisation bioénergétique et de leurs capacités différentes de soutien au secteur bioénergétique. Les dilemmes auxquels ils furent confrontés ressemblent à ceux qu'affrontent des douzaines d'autres pays dans le monde.

L'outil qui évalue l'impact de la production bioénergétique sur la disponibilité alimentaire et la sécurité alimentaire des foyers, va au-delà de cette fonction. Il consiste en une série d'évaluations progressives qui aident les décideurs politiques à prendre des décisions éclairées sur la viabilité du développement des bioénergies. Mais il ne se cantonne pas à ce rôle. Si l'outil est efficace, il pourra être également utilisé pour identifier les mesures politiques qui maximiseront les bénéfices et minimiseront les risques. Cet instrument souple a été conçu de telle sorte qu'il s'adapte aux situations spécifiques de chaque pays, notamment à la variété de leurs terrains et de leurs ressources naturelles, tout en tenant compte des réalités sociales, environnementales et économiques.

Potentiel du biocarburant

Du côté favorable, la production de biocarburant peut augmenter les investissements dans les secteurs du développement rural et agricole des pays en développement. Les investisseurs privés recherchent des investissements qui paieront des dividendes, tels que la production de biocarburant. Par voie de conséquence, si l'augmentation des rendements exige qu'ils investissent dans l'amélioration des transports ou de l'infrastructure rurale d'un pays, l'ensemble du secteur agricole en bénéficiera.

Les pays qui craignent que les investissements dans la bioénergie conduisent à l'insécurité alimentaire ne considèrent souvent que la dimension «production» de la sécurité alimentaire. L'évaluation leur permet d'inclure la dimension «capacité d'achat» ou «accès». Ainsi, lorsque le secteur bioénergétique offre aux petits exploitants l'opportunité de cultiver ou de transformer les matières premières des biocarburants, ou crée des emplois dans le transport ou le marketing du biocarburant, il se transforme alors en une proposition en faveur des pauvres. Les personnes qui occuperont ces emplois risquent d'être mieux loties que lorsqu'elles pratiquaient l'agriculture de subsistance.

Les décideurs politiques doivent être conscients des scénarios possibles, car personne ne sait avec certitude comment le marché du maïs, de la canne à sucre, ou d'autres cultures utilisées pour les biocarburants évoluera durant les prochaines décennies. Dans ces conditions, l'outil d'évaluation aide les pays à déterminer comment les foyers seront affectés par la hausse ou la baisse des prix des matières premières. Il faut donc évaluer la capacité technologique d'un pays, notamment ce dont le secteur des biocarburants a besoin pour en garantir la bonne marche, des plantations à la transformation, au transport et à la



commercialisation des matières premières, et déterminer si le pays a la capacité de transformer les matières premières en carburant qui lui permettra d'alimenter son propre secteur énergétique.

Bénéfices multisectoriels

Cet outil approche le développement des bioénergies d'un point de vue multisectoriel – comprenant l'agriculture, les finances, le commerce, les transports, l'environnement et l'énergie. Les membres du BEFS et l'équipe de la FAO sur la bioénergie pour la sécurité alimentaire consacrent du temps dans chaque pays à rencontrer les ministères et les institutions gouvernementales pertinents, ainsi que les organisations qui leur sont liées, les organisations non gouvernementales (ONG), et les industries du secteur privé – afin de garantir que tous ceux qu'intéresse le développement du secteur bioénergétique participent aux discussions préliminaires qui garantiront que l'évaluation abordera et répondra à leurs questions.

Dans les trois pays pilotes, les évaluations ont déjà apporté leurs contributions. L'évaluation du Pérou montre que les ressources aquatiques pourraient faire l'objet de la concurrence du secteur bioénergétique et de celui alimentaire, indiquant le besoin d'inclure à la fois l'eau et les terres dans la politique bioénergétique. La Tanzanie qui étudie une politique bioénergétique a formulé des directives provisoires, et le projet fournit actuellement une analyse des coûts de production du biodiesel à partir du tournesol. La Thaïlande espère collaborer avec la FAO pour améliorer la productivité des producteurs de matières premières bioénergétiques, plus particulièrement dans le secteur du manioc.

En 2011, les Ministres de l'agriculture du G20 ont reconnu et recommandé que les pays se basent sur l'outil de la FAO pour concevoir des politiques nationales bioénergétiques alignées sur leurs stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, de développement rural et de sécurité alimentaire.